



Contralesa : les « camarades chefs » de l'Afrique du Sud

LE *Congress of Traditional Leaders of South Africa* (Contralesa) a été fondé en septembre 1987 dans le but de combattre le système des bantoustans et d'unir les chefs traditionnels au-delà des divisions ethniques. Ses origines nous renvoient à deux des bantoustans les plus improbables de l'Afrique du Sud : KwaNdebele et KaNgwane (1). Après une mise en route lente, l'organisation peut se prévaloir aujourd'hui de l'adhésion de plusieurs centaines de chefs à travers le pays. En s'associant au mouvement de libération et en dénonçant la politique des bantoustans, clef de voûte du projet de « Grand apartheid », le Contralesa est devenu une menace potentielle pour le gouvernement sud-africain et pour l'administration de plusieurs des États noirs « indépendants ». Pour l'*African National Congress* et ses alliés à l'intérieur du pays, le Contralesa représente un moyen intéressant pour élargir son influence, à prépondérance urbaine, vers les régions rurales.

L'initiative revient aux chefs du KwaNdebele qui s'opposèrent aux tentatives de Pretoria d'imposer l'« indépendance » à leur *homeland* et aux chefs de Moutse, une communauté du Transvaal, qui refusa son incorporation au KwaNdebele. A ses débuts, en 1987, le Contralesa comptait 38 chefs et sous-chefs dans ses rangs, dont plusieurs membres de la famille royale du KwaNdebele. Il obtint rapidement le soutien d'Enos Mabuza, Premier ministre du bantoustan du KaNgwane. Celui-ci, malgré sa nomination comme leader de son État par le gouvernement sud-africain, avait ses raisons à lui pour se joindre, avec son association, l'*Inyandza*, aux adversaires de Pretoria : le gouvernement sud-africain, en effet, avait proposé, il y a déjà plusieurs années, de céder le KaNgwane au Royaume du Swaziland. Mabuza fut le premier leader d'un bantoustan à être invité à rendre visite à l'ANC à Lusaka (Zambie).

D'après sa constitution, le Contralesa a pour but d'unir tous les lea-

« redonner la citoyenneté sud-africaine aux nôtres », d'« informer les chefs traditionnels sur les objectifs de la lutte de libération sud-africaine et sur leur rôle dans ce combat », de reconquérir « les terres de nos ancêtres et de les redistribuer à ceux qui les cultivent pour mettre fin à la famine et au manque de terres », et de lutter pour une Afrique du Sud unie, non-raciale et démocratique (2).

Deux événements récents ont attiré l'attention sur le Contralesa et le rôle des chefs traditionnels dans le conflit sud-africain : le transfert des cendres du Roi Sabata Dalindyebo, chef suprême des Thembu, et un conflit ouvert au KwaZulu. Le Roi Sabata fut détrôné par l'administration du Transkei à l'époque où le chef Kaiser Matanzima y était Président. Il est mort en exil, en Zambie, où il avait rejoint l'ANC. Le transfert de ses cendres, au Transkei, en octobre 1989, s'est transformé en une démonstration de masse en faveur de l'ANC, en présence du chef militaire rebelle du Transkei, le major-général Bantu Holomisa, et du président national du Contralesa, le chef Mhlabunzima Maphumulo, le chef de Maqonqo au KwaZulu.

Maphumulo est devenu la cible d'attaques de la part du Premier ministre du KwaZulu, Gatscha Buthelezi, et du Roi Goodwill Zwelithini, mais il est parvenu à les détourner, notamment en gagnant un procès invalidant des tentatives de déposition. Au cours d'une réunion de Buthelezi et du Roi avec les chefs zoulous, en octobre 1989, le Contralesa fut dénoncé comme une lance « transperçant le cœur même de l'unité zoulou », l'accusation étant que « le Contralesa est une organisation affiliée à l'UDF qui, à son tour, fait partie de l'alliance ANC/UDF/COSATU, des ennemis jurés du Premier ministre du KwaZulu et par conséquent de sa Majesté et du peuple du KwaZulu » (3).

L'oncle du Roi, le Prince Mcwayizeni Zulu, second en rang de la maison royale, est devenu l'année passée le membre le plus titré du Contralesa en termes de hiérarchie traditionnelle. Il a démissionné de l'Assemblée législative du KwaZulu où il a siégé plus de 17 ans en tant que représentant du Roi. Au cours d'une manifestation de masse en l'honneur des membres de l'ANC libérés de prison, à Soweto, le prince Zulu fut invité à se joindre à Walter Sisulu et aux autres vétérans de l'ANC réunis sur le podium. Intervenant lors d'un séminaire sur la question des terres en Afrique du Sud, organisé en novembre 1989 par l'université de Wageningen (Pays-Bas), il a dénoncé Buthelezi, ce « tyran de village », pour usurpation de pouvoir et pour avoir politisé la royauté, alors que le Roi est supposé être au-dessus des partis : « *Quel est l'avenir du Roi dans une Afrique du Sud libérée, s'il prend partie maintenant pour les forces des ténèbres ?* »

Le texte ci-dessous a été lu par le prince Zulu quand il a reçu la nouvelle que sa maison dans l'enceinte royale du KwaZulu avait été détruite par le feu. Le prince était convaincu que la main de Buthelezi

(1) L'orthographe « KaNgwane » est correcte, et non pas celle de « KwaNgwane » utilisée dans le document ci-dessous.

(2) *Race Relations Survey 1987-1988*, Johannesburg, South African Institute of Race Relations, 1988, p. 922.

(3) *Weekly Mail*, oct. 6-oct. 12, 1989. Contrairement à ce que suggère cette situation, le Contralesa, autant que nous sachions, ne fait pas partie officiellement de l'UDF, mais peut être considéré comme une organisation sympathisante.

était derrière cet incendie, mais il insistait sur le fait qu'il ne se laisserait pas intimider et qu'il était déterminé à rentrer pour « *orienter le peuple vers l'ANC* ».

Ineke Van Kessel

L'émergence du Congress of Traditional Leaders of South Africa Contralesa

La tâche historique des leaders traditionnels — pas seulement en Afrique, mais partout dans le monde — a toujours été d'œuvrer pour le bien-être de leur peuple. Cela implique généralement :

- 1) de défendre le pays contre des invasions étrangères,
- 2) de faire en sorte que la terre soit distribuée de façon équitable parmi les gens,
- 3) de s'assurer que tout le monde puisse participer au processus de prise de décision.

Cependant, tous les leaders traditionnels ne se sont pas souciés de défendre les intérêts de leur peuple. Beaucoup d'entre eux se sont servis de leur position pour s'enrichir et pour aider l'ennemi à tyranniser le peuple. L'Afrique du Sud a connu des chefs traditionnels des deux types. Les noms du Roi Cetshwayo, du Roi Dinizulu et du chef Bhambatha ne sont pas seulement évoqués avec respect en Afrique du Sud, mais partout ailleurs. Il en est de même du Roi Sekhukhune, du Roi Moshoeshoe, du Roi Sabata, du Roi Hintsa et de bien d'autres. C'était la reconnaissance de ce rôle progressiste des leaders traditionnels qui a fait que les Rois Dinizulu, Sekhukhune, Moshoeshoe, Sobhuza et d'autres encore ont été nommés tout naturellement Présidents d'honneur de l'ANC quand cette organisation fut fondée en 1912. Les relations étroites entre l'ANC et les rois et les autres chefs zoulous ont été maintenues à partir du Roi Dinizulu, en passant par le Roi Solomon, le Prince-Régent Mshiyeni jusqu'à mon frère, le Roi Cyprian Bhekuzulu, qui était très proche d'A.W.G. Champion, du président de l'ANC au Natal et plus tard du chef Albert Luthuli, le président de l'ANC.

Le chef Albert Luthuli est mort en 1967. Mon frère, le Roi Cyprian, est décédé l'année suivante, en 1968. Ensuite a commencé le déclin du rôle dirigeant de la maison royale zoulou qui a coïncidé avec l'émergence du chef Buthelezi, mon cousin. Le Roi Cyprian avait coutume de consulter son peuple, y compris M. Champion et le chef Luthuli, et jusqu'à sa mort la politique des bantoustans fut rejetée au Zululand.

Mais cette même politique a été acceptée par le chef Buthelezi, d'un jour à l'autre, en 1969, et c'est ainsi qu'a été inaugurée une politique visant à pousser la maison royale sur une voie de garage. Une politique du même style a été appliquée au Transkei, où le Roi Sabata fut court-circuité au profit du chef Mantazima.

Buthelezi usurpa de plus en plus le pouvoir pour lui-même et ceux, parmi les chefs, qui refusèrent la politique des bantoustans et qui s'opposèrent à lui, furent déposés ou soumis à des tentatives de déposition.

Après la mort de mon frère, le Roi Cyprian, en 1968, la maison royale m'a installé comme son chef et comme Prince-Régent, puisque le Roi actuel était encore à l'école. C'est à cette époque que le chef Buthelezi a commencé à consolider son pouvoir. Tous ceux qui s'opposèrent à lui furent systématiquement renvoyés.

En effet, dès la fin des années cinquante, il a tout fait, avec l'aide de M.C. Botha, pour que son propre frère, Mceleni Buthelezi, fut exilé dans le lointain Vandaland (sic). B. Dladla, qui fut le porte-parole des intérêts du peuple, fut également éloigné, tout comme Sibusiso Bhengu, le Secrétaire général d'*Inkatha*.

Au cours des années quatre-vingt, il chercha à détrôner le chef Mhlambuzima Maphumulo, mais la justice s'est opposée à cette tentative. Plus récemment, il a destitué le chef Molete de Nqutu, parce que celui-ci avait adhéré au Contralesa.

Pendant ce temps, le peuple de mon père résistait au recrutement forcé par l'*Inkatha* et demandait à la maison royale de rester ferme et de défendre son libre arbitre. C'était là le rôle initial des leaders traditionnels, et certains, comme le Roi Sabata ou le Roi Mabuza au KaNgwane perpétuent ces nobles traditions.

Au Natal, le nombre de chefs qui prennent la défense de leur peuple est en croissance. Mais ils ont peur de l'apartheid et de son impact sur le